

Unité départementale de la Côte-d'Or
DREAL
21 bd Voltaire
21079 Dijon

Dijon, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DIJON CEREALES

4 Boulevard de Beauregard
BP 4065
21600 Longvic

Références : 0005401977 / 277
Code AIOT : 0005401977

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement DIJON CEREALES implanté 4 Boulevard de Beauregard BP 4065 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre d'un **exercice programmé** concernant le plan particulier d'intervention du site.

Le scénario simulé est un incendie sur la plateforme avec trois victimes (deux victimes sont simulées par des mannequins et une jouée par un employé qui simule l'état de panique). Le feu n'est pas maîtrisé suite à la défaillance du système d'extinction automatique et l'exploitant ne peut pas gérer la situation en interne. Le sinistre prend de l'ampleur et s'étend. Le PPI sera déclenché.

Contexte : Les différents objectifs de cet exercice étaient de tester les chaînes d'alerte :

- tester le schéma d'alerte du PPI ;

- tester la sirène PPI ;
- utiliser FR-Alert ;
- tester la coordination interservices ;
- tester la réactivité de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIJON CEREALES
- 4 Boulevard de Beauregard BP 4065 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005401977
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement est implanté sur 12 hectares sur la commune de LONGVIC (Référence cadastrale BW N° 6) et constitue une plateforme de distribution de produits et équipements agricoles. Le site est le stockage central de la coopérative notamment pour les produits agropharmaceutiques.

Le site est composé :

- d'un bâtiment destiné au stockage de produits phytosanitaires destinés à l'agriculture comprenant 5 cellules de stockage (produits toxiques, inflammables, soufrés et dangereux pour l'environnement) ;
- d'un bâtiment destiné au stockage de produits et matériels divers pour l'agriculture (produits non classés par la nomenclature), d'une chaufferie, d'un local de charge d'accumulateurs et d'un atelier d'entretien ;
- deux stockages extérieurs (stockages de bois et de bâches plastiques / semences / terreau) ;
- d'un bâtiment administratif, siège social de l'entreprise ;
- d'une salle de réunion indépendante.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 20 août 2001, complété par les arrêtés complémentaires des 24 juillet 2008, 1er août 2008 et 6 avril 2018.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan particulier d'intervention - exercice	Arrêté Ministériel du 05/01/2006, article 1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a démontré la maîtrise des premières étapes de son plan d'opération interne (POI)

(levée de doute, alerte, évacuation). Le passage en PPI a été bien enclenché. L'exploitant reste mobilisé et réactif aux demandes des secours. En revanche, le matériel informatique mis à disposition pour la recherche des informations n'est pas suffisant. La circulation des véhicules de secours sur le site était chaotique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan particulier d'intervention - exercice

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/01/2006, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs
Prescription contrôlée : En application de l'article R. 741-21 du code de la sécurité intérieure, le présent arrêté fixe le contenu et les conditions de transmission par l'exploitant au préfet des informations nécessaires à la préparation du plan particulier d'intervention pour faire face aux risques des ouvrages ou installations visés par les articles R. 741-18 et R. 741-19 du code de la sécurité intérieure.
Constats : Dans le cadre de validation de la nouvelle version de 2025 du Plan particulier d'intervention (PPI), l'exercice a été organisé par la Préfecture de la Côte d'Or. L'Inspection a été présente sur place avant le début d'exercice. La chronologie est dans la partie confidentielle de ce rapport. <u>Observation 1</u> L'exploitant a pris soin d'accueillir les services de secours. Une personne a été postée à chaque entrée du site. En revanche, les indications du Directeur des Opérations Internes (DOI) données aux pompiers à leur arrivée n'ont pas permis à ces derniers d'attendre à l'endroit du sinistre. Il s'avère que la circulation sur le site n'est pas aisée. La multitude de passages vers la plateforme, le parking de la plateforme, le magasin et le siège n'a pas facilité l'orientation, non seulement pour les pompiers mais également pour le SAMU. De plus, le plan que le DOI avait pris avec lui pour indiquer le chemin aux services de secours a été récupéré par le premier camion de pompiers, ce qui a rendu encore plus compliquée l'indication du bon chemin aux pompiers qui suivaient. Par ailleurs, les portails sur site n'étant pas nommés, numérotés ou balisés, il est difficile d'indiquer avec précision devant quel portail on se trouve exactement. <u>Observation 2</u> L'accessibilité aux documents importants pour la réussite des actions des services de secours (état des stocks, plan de stockage, plan de prélèvement, fiches de données de sécurité) a été difficile. L'exploitant disposait uniquement des téléphones portables pour vérifier l'ensemble des informations. Le temps de chargement des données n'est pas optimal et la taille d'affichage ne correspond pas à la demande urgente des services de secours. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'utilisation des portables s'avérait difficile (l'écran tactile mouillé ne

réagissait pas ou très peu aux commandes).

Aucune base arrière, pouvant fournir rapidement les informations, disponibles par ailleurs, n'a été créée.

Observation 3

L'exploitant n'a pas prévu de local de repli à disposition des services de secours. Par la suite, vers 17h50, un grand local a effectivement été mis à disposition à la demande des pompiers. Ce local ne disposait pas d'accès à un ordinateur ni aux documents en format papier. La recherche d'informations se poursuivait à l'aide de téléphones portables.

Le manque d'accessibilité aux documents importants peut nuire à l'efficacité des actions entreprises par les services de secours.

Observation 4

Les plans du site des pompiers ne correspondent pas aux plans de l'exploitant. Le DOI évoquait la cellule D5 (la cellule en feu) et les pompiers ont eu du mal à l'identifier sur leur plan car cette dénomination n'a pas été prise en compte pour les cartes ETARE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra à jour son organisation et ses procédures pour tenir compte des observations formulées par l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois